

ArcelorMittal à Gandrange: la fermeture entérinée par le comité d'entreprise

575 emplois sur le carreau

Des salariés d'ArcelorMittal ont saccagé hier le bureau du directeur de l'aciérie de Gandrange (Moselle) alors que le groupe venait de confirmer à Metz la fermeture partielle de l'usine lors d'un comité d'entreprise (CE) houleux.

■ A l'issue de ces débordements, fermement condamnés par la direction française du numéro un mondial de la sidérurgie, les syndicats ont été informés par la préfecture de Lorraine qu'ils seraient reçus lundi à 17 heures par Nicolas Sarkozy à l'Élysée.

Lors du CE, qui n'a duré qu'une dizaine de minutes et auquel n'a pas pu prendre part la CGT, la CFDT et la CFE-CGC ont, une nouvelle fois, exprimé leur désaccord sur un plan de restructuration prévoyant la fermeture de l'aciérie électrique et du train à billettes (installation de laminage) de l'usine mosellane, et la suppression d'ici à 2009 de 575 emplois des 1.108 emplois du site.

Restés dans la rue, les élus CGT ont dénoncé une «mascarade de la direction» après qu'une soixantaine de salariés eurent tenté de forcer les portes de la salle où se tenait la réunion.

Selon Marcel Thill, secrétaire CFDT du CE, «le comité d'établissement s'est tenu légalement, un huissier ayant constaté la carence des élus CGT». La CFDT a parallèlement dénoncé une consultation «bidon» puisque, selon elle, «la décision de fermeture était ferme et irréversible».

«Après les patrons voyous, nous découvrons les patrons menteurs!», s'est indigné le syndicat dans une déclaration.

«Il ne nous reste maintenant plus que (M.) Sarkozy», a estimé Edouard Martin, élu CFDT au comité d'entreprise européen, en se



Dès la fin du comité d'entreprise, les responsables syndicaux ont annoncé la mauvaise nouvelle aux salariés

(Photo: Reuters)

disant «écœuré» par la tournure prise par les événements. «On verra bien s'il va tenir les promesses qu'il a faites aux salariés de Gandrange, le 4 février», a-t-il ajouté.

Sarkozy, la dernière chance

Le secrétaire général de FO, Jean-Claude Mailly, a également estimé que le chef de l'État devait «prendre ses responsabilités». «On ne peut pas s'engager vis-à-vis des salariés et ensuite tirer le rideau», a-t-il déclaré sur LCI.

En visite à Gandrange, début février, le président de la République avait assuré que «l'État était prêt à prendre en charge tout ou partie des investissements nécessaires» pour maintenir le site en

activité et avait esquissé un plan de reprise pour l'usine. Prenant acte de l'avis négatif rendu par le CE, Daniel Soury-Lavergne, directeur général d'ArcelorMittal France, a rappelé dans un communiqué publié à Paris que «chaque collaborateur se verrait offrir une solution de reclassement sur un autre site du groupe, notamment à proximité au Luxembourg (Schifflange, ndr) et à Florange» (Moselle).

Après le CE, une brève échauffourée, qui n'a pas fait de blessé, a opposé dans la rue à Metz des syndicalistes CGT et CFDT, et leurs sympathisants. Puis à Gandrange, où une grève de 24 heures décrétée par la CGT n'était que faiblement suivie, des salariés ont saccagé le bureau du directeur du

site, jetant le mobilier et les archives par la fenêtre.

Ces salariés, au nombre d'une vingtaine et qui portaient des drapeaux de la CGT à l'exclusion de toute autre organisation syndicale, ont agi en présence de policiers et de nombreux journalistes.

La direction, qui a qualifié ces débordements d'«intolérables», a indiqué qu'elle se réservait la possibilité de poursuivre les auteurs de ces «agissements irresponsables qui ne représentent qu'une infime minorité de salariés».

Les syndicats ont par ailleurs appelé à manifester le vendredi 11 avril à Nancy alors qu'un nouveau CE sur la mise en œuvre du plan social doit se tenir le 14 avril.

(AFP)